

Je félicite les parrains de la motion qui ont amorcé le débat hier. On conçoit aisément qu'ils aient peu, voire pas du tout, parlé du discours du Trône, car après l'avoir examiné attentivement, on constate que ce n'est rien de plus qu'une pâle copie du «Plan d'action libéral pour le Canada», le fameux livre rouge que le chef du Parti libéral a dévoilé à grand renfort de publicité durant la campagne électorale et que lui et ses députés se disent sans cesse bien déterminés à mettre en oeuvre. En moins de trois mois, il est toutefois devenu évident que les promesses faites par les libéraux dans le passé ne valent pas plus que le temps qu'ils ont mis pour convaincre les Canadiens qu'il s'agissait de promesses nouvelles.

•(1510)

Quelques exemples suffiront. On nous a dit au cours de la campagne qu'un gouvernement libéral allait renégocier l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain afin d'obtenir un code des subventions, un code antidumping, un mécanisme de règlement des différends plus efficace et une protection dans le domaine énergétique comparable à celle du Mexique.

On a bien dit «renégocier». Cela suppose que l'accord soulève beaucoup de mécontentement et qu'il est inacceptable dans sa forme actuelle. Le livre rouge a même proposé de l'abroger «si des modifications satisfaisantes ne pouvaient être négociées». Que de mots hardis, mais combien vides, car nous voyons maintenant le résultat: Le 2 décembre, le premier ministre a-t-il annoncé qu'il avait réussi à renégocier ou à abroger l'accord? Rien de tout cela, honorables sénateurs. Sans broncher, il a annoncé avoir réalisé des «améliorations importantes».

Quelles sont ces «améliorations importantes»? Des groupes de travail ont été formés pour s'occuper des subventions ainsi que des droits compensateurs et antidumping; les travaux de ces groupes devraient prendre fin d'ici la fin de décembre 1995. Avec le plus grand sérieux, on nous dit qu'il en résultera un meilleur mécanisme de règlement des différends. Meilleur? Le présent mécanisme de règlement des différends est tellement désavantageux que depuis sa création, le Canada a eu gain de cause plus souvent qu'autrement. Il faut noter que le mécanisme a été mis en place parce que le gouvernement progressiste conservateur insistait pour qu'il fasse partie intégrante de l'Accord de libre-échange. Il est tellement désavantageux que, plus tôt ce mois-ci, le département américain du Commerce a accepté la décision d'un groupe spécial sur les subventions d'éliminer les tarifs punitifs imposés sur les exportations de bois d'oeuvre du Canada.

Nous pouvons faire mieux, disent les libéraux, à tel point que nous reviendrons sur la question dans deux ans, en espérant que tout le monde aura oublié qu'au départ nous n'avions pas le moindre argument valable.

Honorables sénateurs, voilà comment le gouvernement libéral a renégocié l'ALE et l'ALENA pour obtenir un code des subventions et un code antidumping, en menaçant d'abroger ces accords si des modifications satisfaisantes ne pouvaient être apportées.

La fermeté dont font preuve les libéraux qui négocient en brandissant la menace d'abrogation a également abouti aux mêmes voeux pieux, aux déclarations insipides sur l'énergie, l'environnement et l'eau, sujets qui soulèvent constamment le débat à l'autre endroit et au Sénat, et qui sont délibérément pris à contresens par les libéraux qui veulent donner l'impression que le gouvernement conservateur a capitulé. Puis, oubliant toute couleur politique et s'arrêtant enfin à l'intérêt national, le Parti libéral reconnaît que les inconvénients, les craintes et les

profondes inquiétudes qu'il faisait valoir avec tant d'adresse auprès des Canadiens n'avaient jamais eu le moindre fondement. Il s'agissait simplement d'arguments politiques qu'on avançait sans se préoccuper du fait qu'ils ternissaient notre réputation auprès de nos deux partenaires commerciaux. Ces derniers doivent être encore abasourdis par les interprétations erronées du Parti libéral qui admet lui-même ses distorsions en concluant dans sa déclaration du 2 décembre que «toutes ces mesures entrent en vigueur sans que l'on revienne sur la loi sur la mise en oeuvre à cette date tardive».

Renégociations, parlons-en! Quelle farce! Ce qui est vraiment incroyable, c'est que les libéraux ne regrettent absolument pas d'avoir induit les Canadiens en erreur à ce point. Sur la question de l'énergie, on déclare dans le livre rouge que «les conservateurs ont permis au Mexique d'obtenir pour leurs ressources énergétiques une protection que le Canada n'a pas» et que «les libéraux ont promis d'obtenir une protection comparable à celle du Mexique».

Ils se trompaient totalement sur le premier point et, heureusement, ils ont échoué sur le deuxième, parce que l'ALENA accorde déjà au Canada des avantages que n'a pas le Mexique.

Comme le signalait le Fraser Institute:

[...] le Canada jouit d'un accès garanti au marché américain pour la vente de ses ressources énergétiques, une disposition cruciale pour les provinces exportatrices de telles ressources. Ce droit n'est pas accordé au Mexique.

Parallèlement, le Canada garantit à ses clients américains un traitement juste en cas de pénurie, ce qui correspond à un engagement commercial tout à fait normal. Depuis le début, l'ALENA prévoit la même chose. Les libéraux déclaraient, d'un ton suffisant, que le Canada allait en pâtir, mais ils ont dû changer d'idée après le 25 octobre, soit après que, de toute évidence, leurs conseillers ministériels les eurent avisés que la réouverture de l'ALENA pourrait fort bien défavoriser le Canada et non le favoriser.

Ce qui est ironique dans tout cela, c'est que les libéraux ont crié très haut que «les échanges commerciaux doivent se faire sous le signe de la liberté, de la justice et de l'ouverture», opinion que contesteront très peu de Canadiens parmi ceux qui reconnaissent l'importance des exportations pour la prospérité du Canada.

Néanmoins, pour ne pas déplaire à qui que ce soit, les auteurs du livre rouge ajoutent, quelques pages plus loin, que la «régularisation des marchés agricoles [est] nécessaire...»

[Français]

Tous les ministres du gouvernement conservateur concernés, le premier ministre en tête, se sont battus par tous les moyens possibles, dans tous les forums disponibles, tant sur la place publique qu'en privé, pour appuyer leurs négociateurs qui travaillaient d'arrache-pied pour donner une reconnaissance internationale à une industrie canadienne sur laquelle dépendent des centaines de milliers de Canadiens, directement et indirectement. Pour donner quoi? Un gouvernement libéral qui peu après son assermentation délègue ses représentants à Genève pour nous annoncer quelques jours plus tard que c'était peine perdue, que le Canada était seul, que l'échéancier approchait, et qu'on devrait dorénavant se satisfaire de tarifs en décroissance sur une période donnée.